

**Communiqué - Pour diffusion immédiate**

**Demande de moratoire sur l'uranium au Québec**

**Une coalition appuie les manifestations à Sept-Îles**

QUÉBEC, 30 octobre 2009- À quelques jours du dépôt à l'Assemblée nationale, en première lecture, de la nouvelle *Loi sur les mines* du Québec, la coalition *Pour que le Québec ait meilleure mine!* appuie les médecins et la population qui manifestent aujourd'hui à Sept-Îles contre l'exploration et l'exploitation des mines d'uranium sur leur territoire. Tout comme eux et la plupart des populations et régions présentement touchées par cette activité minière, la coalition demande un moratoire permanent sur l'exploration et l'exploitation de l'uranium au Québec. Selon Christian Simard de Nature Québec, « C'est le temps d'agir alors qu'on s'apprête à modifier la *Loi sur les mines!* Le Québec ne compte encore aucune mine d'uranium. Le gouvernement a donc une chance unique d'agir de façon préventive. Par l'instauration immédiate d'un moratoire sur l'uranium, comme il en existe déjà en Colombie-Britannique et en Nouvelle-Écosse, il éviterait les risques sanitaires et écologiques associés à ce type de mines ».

Pour Marc Fafard, de l'organisme Sept-Îles sans uranium, « Mis à part les proches de l'industrie, il y a pratiquement un consensus au Québec sur la question de l'exploration et de l'exploitation de mines d'uranium : on n'en veut pas! On espère cette fois-ci que la démonstration des médecins et de la population de la Côte-Nord saura convaincre le gouvernement Charest et que cela se reflètera dans la nouvelle *Loi sur les mines*. Ce n'est pas tous les ans qu'on change une loi. Souhaitons que le gouvernement ne manque pas le bateau cette fois-ci! ».

« C'est une cinquantaine d'organismes sociaux et environnementaux, ainsi qu'une quinzaine de MRC et de municipalités<sup>1</sup> situées dans des régions directement touchées par l'exploration de l'uranium, soit l'Outaouais, les Hautes-Laurentides et la Côte-Nord, qui réclament un tel moratoire au Québec. À ces voix s'ajoutent celles du Parti Québécois, de Québec Solidaire et des représentants du Bloc Québécois. Qu'attend le gouvernement pour donner suite à leurs revendications ? » questionne François Lapierre du Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE).

Pour sa part, Henri Jacob de l'Action Boréale, souhaite lancer un cri d'alarme à l'ensemble de la population québécoise, « Réveillez-vous, car le Québec risque bientôt de se retrouver avec une première mine d'uranium au cœur du joyau écologique des Monts Otish, sur le territoire traditionnel des Cris! La compagnie minière Strateco souhaite déjà y creuser une rampe d'accès souterraine de plus de 2 km de longueur. À défaut de se prononcer en faveur d'un moratoire tant réclamé ailleurs au Québec, le gouvernement pourrait au moins commencer par un moratoire dans le sud du Québec, là où la population s'est déjà prononcée! On laissera le temps aux Cris de se prononcer à leur tour! ».

Rappelons que les mines d'uranium génèrent de grandes quantités de résidus miniers radioactifs qui doivent être entreposés sur le territoire, et pour lesquels les risques de contamination demeurent présents à perpétuité. En effet, il n'existe aucune méthode éprouvée et testée qui permette d'éliminer, à long terme, les risques de contaminations radioactives pouvant s'écouler des sites de résidus miniers d'uranium.

-30-

**Pour information :**

- Christian Simard (Nature Québec), 418.933.2031, [christian.simard@naturequebec.org](mailto:christian.simard@naturequebec.org)
- Marc Fafard (Sept-Îles sans uranium), 418-927-2528 ou 418-964-6853, [sisur2009@yahoo.ca](mailto:sisur2009@yahoo.ca)
- François Lapierre (APEHL et RQGE), 1.866.623.5875, [francois.lapierre@tlb.sympatico.ca](mailto:francois.lapierre@tlb.sympatico.ca)
- Henri Jacob (ABAT), 819.738.5261, [info@actionboreale.org](mailto:info@actionboreale.org)

---

<sup>1</sup> Incluant sur la Côte-Nord, la Ville de Sept-Îles, le Conseil de Bande Uashat mak Mani-Utenam, la municipalité de Rivière-au-Tonnerre, ainsi que le Centre hospitalier de Sept-Îles. Dans les MRC d'Antoine-Labelle et des Laurentides, les municipalités: Rivière Rouge, Chute-St-Philippe, Ferme-Neuve, Lac-Saint-Paul, Lac-du-Cerf et Lac Supérieur. Dans la MRC des Collines de l'Outaouais: les municipalités La Pêche, Chelsea et Cantley, ainsi que le Conseil des maires.

La coalition *Pour que le Québec ait meilleure mine!* a vu le jour au printemps 2008 et est aujourd'hui constituée de plus d'une douzaine d'organismes représentant plusieurs milliers de membres au Québec. La coalition s'est donnée pour mission de revoir la façon dont on encadre et développe le secteur minier au Québec, dans le but de promouvoir de meilleures pratiques aux plans social et environnemental. La coalition juge essentiel d'engager et de maintenir un dialogue constructif avec les différents intervenants du secteur minier québécois, le gouvernement du Québec, de même qu'avec les communautés et les citoyens qui sont directement affectés.

**Les membres actuels de la coalition :** Action boréale Abitibi-Témiscamingue (ABAT) ▪ Association de protection de l'environnement des Hautes-Laurentides (APEHL) ▪ Coalition de l'ouest du Québec contre l'exploitation de l'uranium (COQEU) ▪ Comité vigilance Malartic (projet minier Osisko) ▪ Conseil central de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) en Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec ▪ Écojustice ▪ Forum de l'Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM ▪ MiningWatch Canada ▪ Mouvement Vert Mauricie ▪ Nature Québec ▪ Professionnels de la santé pour la survie mondiale ▪ Regroupement pour la surveillance du nucléaire ▪ Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) ▪ Sept-Îles sans uranium ▪ *Tous nouveaux membres sont les bienvenus.*